

de l'OMC. Nous pouvons également travailler sur un plan bilatéral ou régional à l'établissement de structures officielles propres à consolider et à renforcer des relations économiques déjà existantes. Élargir à l'Amérique du Sud, et peut-être aux pays de la ceinture du Pacifique, le mécanisme d'accession à l'ALENA serait l'une des façons d'y parvenir. Les autres voies que nous devrions explorer à titre complémentaire sont l'objectif d'un libre-échange pour 2010 ou 2020, objectif entériné par les dirigeants du Forum de coopération économique Asie-Pacifique (APEC) en novembre 1994, et l'objectif 2005 pour l'établissement d'une zone de libre-échange des Amériques, objectif convenu durant le sommet des Amériques tenu à Miami en décembre dernier.

En résumé, la politique commerciale canadienne reconnaît l'importance économique croissante, pour le Canada et les autres pays, d'un certain nombre de pays d'Amérique latine et de la région Asie-Pacifique. Cela ne signifie pas que nos relations de politique commerciale avec les économies de la Quadrilatérale devraient de quelque façon être négligées, mais plutôt que les partenariats de politique commerciale du Canada sont multiples et stratégiques, et qu'ils reflètent l'élargissement des relations économiques du Canada avec le monde.

11. CONCLUSIONS

Les grandes tendances des relations économiques du Canada paraissent assez claires. Le commerce des marchandises continue de dominer les échanges économiques du secteur privé canadien avec les autres pays. Les exportateurs canadiens conservent leur part des marchés mondiaux. La croissance des exportations canadiennes est la plus marquée dans la région Asie-Pacifique, aux États-Unis et, dans une moindre mesure et plus récemment, en Amérique latine et dans les pays du golfe Persique. L'importance relative du commerce des marchandises entre le Canada et l'Europe est en baisse.

L'investissement étranger au Canada est aujourd'hui de plus en plus concentré dans les titres obligataires du secteur public canadien. Les Européens et les Japonais détiennent davantage de ces titres qu'il y a dix ans, mais leur part est cependant moindre que celle des investisseurs américains. L'investissement étranger direct est en croissance, mais la part du Canada dans les courants mondiaux de l'investissement étranger direct se rétrécit. Les États-Unis sont encore de loin le plus important investisseur étranger au Canada, mais l'investissement étranger provenant de certains pays européens, du Japon et de Hong Kong a connu une croissance constante au cours des dix dernières années.

Les sources canadiennes de technologies étrangères traduisent, sauf pour le Japon, les schémas de l'investissement étranger au Canada. Les activités